

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



TROISIÈME COMMISSION
49e séance
tenue le
mardi 17 novembre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 49e SEANCE

Président : M. RITTER (Panama)

SOMMAIRE

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES
REFUGIES (suite)

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A
L'EGARD DES FEMMES (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission

Distr. GENERALE
A/C.3/42/SR.49
1er décembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (suite) (A/42/3, A/42/12 et Add.1, A/42/491; A/C.3/42/L.6 et L.21; A/42/112, A/42/270; A/42/233-S/13899, A/42/376-S/18959; A/42/381-E/1987/117; A/42/390, A/42/393, A/42/398; A/42/477-S/19048, A/42/525-S/19092)

1. M. HILGER (République fédérale d'Allemagne) appuie la déclaration faite par le représentant du Danemark au nom de la Communauté européenne. Les courants massifs de réfugiés créent des problèmes humanitaires qui exigent non seulement des mesures de secours mais aussi des mesures politiques préventives pour en éliminer les causes. Dans ce contexte, l'intervenant accueille avec satisfaction les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale pour éviter de nouveaux courants de réfugiés (A/41/324, annexe) et la manière dont elles ont été appliquées par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Les efforts humanitaires du Haut Commissariat et la coopération internationale préventive peuvent contribuer efficacement à réduire de beaucoup le nombre des réfugiés.

2. La République fédérale d'Allemagne soutient les efforts du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour trouver des solutions durables au problème des réfugiés. Parmi ces efforts, l'introduction d'éléments de développement dans les programmes d'assistance à long terme en faveur des réfugiés, au moyen d'activités génératrices de revenus, mérite une mention spéciale. Dans ce domaine, le HCR doit intensifier sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et avec des organisations non gouvernementales.

3. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne juge satisfaisants les résultats de la trente-huitième session du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et approuve en particulier les conclusions relatives aux attaques militaires ou armées contre des camps ou zones d'installation de réfugiés, ainsi que contre des enfants réfugiés. Il attire également l'attention de la Commission sur les conclusions relatives aux questions de gestion, d'appui au programme et d'administration, dont l'application améliorera l'efficacité des activités du HCR par rapport à leur coût.

4. Depuis quelques années, le nombre des demandeurs d'asile arrivés dans la République fédérale d'Allemagne n'a cessé de croître. Il a atteint en 1986 environ 100 000, soit près de la moitié du total pour l'Europe. Ces arrivées massives ont contraint le Gouvernement à adopter à cet égard des mesures réglementaires. De plus, il s'est avéré que, dans bien des cas, les demandes d'asile obéissaient à des raisons économiques. C'est pourquoi, en 1986, l'asile n'a été accordé qu'à 10 % des 58 000 personnes qui l'avaient demandé. Toutefois, pour des raisons humanitaires, les personnes dont les demandes avaient été rejetées définitivement n'ont pas été contraintes de quitter le pays. Au 31 décembre 1986, 270 000 des quelque 708 000 réfugiés qui vivaient dans le pays avaient été autorisés pour des raisons strictement humanitaires à demeurer dans la République fédérale d'Allemagne. Toujours en 1986, l'aide financière accordée aux réfugiés par les autorités locales s'est élevée à près de 1 600 000 dollars des Etats-Unis.

(M. Hilger, Rép. féd. d'Allemagne)

5. Compte tenu des services très importants que le HCR fournit aux réfugiés et, en définitive, à tous les pays du monde, la République fédérale d'Allemagne continuera de soutenir toutes ses activités. A cette fin, elle a versé, en 1986, une contribution de 30 millions de dollars des Etats-Unis au Haut Commissariat.

6. Mgr MARTINO (Observateur du Saint-Siège) rend hommage à l'esprit humanitaire qui inspire l'oeuvre du HCR et lance un nouvel appel à la communauté internationale en faveur des réfugiés. Beaucoup a été fait, mais on ne saurait relâcher les efforts alors que 12 millions de réfugiés ont un besoin désespéré d'assistance. Il faut donc que l'opinion mondiale soit pleinement informée sur tous les aspects de ce fléau, pour qu'elle puisse faire pression sur les organisations non gouvernementales qui travaillent sur le terrain et sur les gouvernements, et pour que l'on puisse promouvoir les initiatives individuelles.

7. Il serait important aussi qu'en 1991, année qui marquera le quarantième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, cette convention soit universellement ratifiée. La coopération internationale est également indispensable, car il s'agit d'un problème de portée universelle dont la solution exige une répartition des responsabilités.

8. Après s'être référé aux appels lancés par le pape Jean-Paul II en faveur des réfugiés, Mgr Martino déclare que, si la contribution du Saint-Siège aux programmes d'assistance du HCR est symbolique, les activités menées par l'Eglise catholique au travers de très nombreuses organisations catholiques dans le monde entier sont, elles, beaucoup plus importantes.

9. Les réfugiés ont besoin d'une protection internationale. Il est donc nécessaire que les systèmes nationaux et internationaux de protection se complètent mutuellement afin de répondre de façon appropriée aux besoins des réfugiés. Cette protection doit être très ample et souple. Les plans d'offre de réinstallation des personnes secourues en mer et au débarquement, conçus par le HCR, de même que les programmes de lutte contre la piraterie financés par 12 pays donateurs et mis en oeuvre par le Gouvernement thaïlandais avec le concours du HCR sont des exemples intelligents de protection adaptée aux circonstances.

10. Il faut aussi assurer aux réfugiés la protection des droits fondamentaux de la personne humaine. Il ne suffit pas de leur fournir des vivres et des abris, il faut aussi leur donner la possibilité de pratiquer leur religion en toute liberté, sans avoir à attendre pour cela leur réinstallation définitive.

11. Les femmes et les enfants sont les réfugiés qui, plus que tous autres, ont besoin d'être protégés. Les femmes nécessitent une protection spéciale contre les mauvais traitements, le harcèlement et l'exploitation sexuels, mais il faut surtout les aider à parvenir à l'autosuffisance en les éduquant et en exécutant à leur intention les projets d'activités génératrices de revenus. Elles doivent aussi participer à la formulation et à l'exécution des programmes élaborés pour résoudre leurs problèmes.

(Mgr Martino)

12. Se référant aux enfants réfugiés, qui constituent environ la moitié de la population mondiale des réfugiés, le représentant du Saint-Siège note avec satisfaction que le HCR a créé un Groupe de travail sur les enfants réfugiés particulièrement vulnérables. Il est indispensable d'assurer la sécurité des enfants réfugiés et de les protéger contre la violence, les mauvais traitements et toute violation de leurs droits, notamment du droit à l'éducation, et plus concrètement à l'éducation primaire, grâce à laquelle ils sont mieux armés pour survivre dans les conditions difficiles de l'exil et pour occuper une place dans la société du pays d'asile ou du pays d'origine, quand ils peuvent y retourner.

13. Mme HOANG BICH LIEN (Viet Nam) dit que la question des réfugiés préoccupe vivement le Viet Nam, qui a toujours attaché une grande importance aux travaux du HCR et suivi avec le plus vif intérêt l'évolution de la situation des réfugiés dans le monde entier. Il est satisfaisant de noter à cet égard qu'en 1986, aucune situation d'urgence aussi grave que celle ayant affecté l'Afrique en 1985 ne s'est produite. Néanmoins, plus de 12 millions de réfugiés attendent une solution appropriée et durable, et celle-ci ne pourra être trouvée qu'au moyen d'une action concertée de la communauté internationale et des gouvernements intéressés, sur la base de la bonne volonté et d'une approche constructive, en évitant d'utiliser les réfugiés à des fins politiques.

14. Actuellement, les exodes de réfugiés obéissent à des causes multiples et complexes, différentes de celles prévues par la Convention de 1951 et son protocole. En effet, depuis 35 ans, le problème des réfugiés est essentiellement dû aux crises politiques créées par des guerres d'agression, par l'intervention et par les pressions extérieures, ainsi que par le racisme, le sionisme et l'apartheid qui violent les droits fondamentaux de l'homme et le droit à l'autodétermination. En Afrique, où se trouvent la moitié des réfugiés du monde, la situation reste critique et exige une assistance humanitaire internationale.

15. Etant donné que les pays d'origine et les pays de premier asile sont en général des pays en développement, les arrivées de réfugiés représentent une charge excessive pour leurs ressources économiques limitées. Dans les pays d'origine, l'exode perturbe en outre la sécurité et la stabilité sociales, réduit la main-d'oeuvre et s'accompagne d'un exode des cerveaux. De leur côté, les pays d'asile doivent faire face à différents problèmes économiques et de sécurité. A cet égard, le Viet Nam appuie l'appel lancé par le Haut Commissaire pour que l'on adopte une approche collective et pour que les pays d'origine, les pays de premier asile et les pays de réinstallation prennent des mesures coordonnées.

16. Au cours des 40 dernières années, les pays d'Asie du Sud-Est ont été ravagés par les guerres les plus longues et les plus cruelles de l'histoire contemporaine. Ces guerres sont la cause principale de l'exode massif de réfugiés. Les trois pays d'Indochine ont fait d'énormes efforts pour progresser, mais l'économie, l'ordre social et la reconstruction nationale continuent à y être grandement affectés par les conséquences tragiques de ces conflits. A cela, il faut ajouter le sabotage et les ingérences économiques, ainsi que l'incitation à la fuite, auxquels recourent les forces hostiles, à des fins politiques et pour promouvoir leurs propres intérêts.

(Mme Hoang Bich Lien, Viet Nam)

17. Le Viet Nam s'est relevé des ruines provoquées par trois guerres dévastatrices consécutives, mais l'exode des réfugiés a créé des problèmes économiques et sociaux difficiles à supporter. Le Viet Nam respecte cependant les aspirations de la population à se déplacer, quels que soient les motifs de ces déplacements. Il y voit un problème humain, qui doit être réglé dans un esprit humanitaire. En politisant la question, on ne fait qu'aggraver et compliquer la situation et ce sont les réfugiés qui sont les premières victimes.

18. Afin de faire face au problème des réfugiés, le Viet Nam collabore depuis 1979 avec le HCR pour faciliter la sortie légale, ordonnée et sûre de ses ressortissants. Parallèlement, il a adopté des mesures fermes pour éviter les sorties illégales. Tous ceux qui favorisent et organisent ces sorties illégales sont poursuivis en justice et punis conformément à la loi. Le Viet Nam considère que la meilleure façon d'éviter les sorties illégales est de faciliter les sorties légales. Il demande donc aux pays de réinstallation de s'abstenir de pratiquer des politiques discriminatoires selon que les réfugiés sont sortis légalement ou illégalement de leur pays.

19. Des trois solutions durables du problème des réfugiés (le rapatriement librement consenti, l'intégration sur place et la réinstallation dans des pays tiers), le Viet Nam considère que, pour l'Asie du Sud-Est, la plus appropriée est la réinstallation dans des pays tiers.

20. Le Viet Nam s'oppose à ce que les camps de réfugiés soient utilisés comme sanctuaires par des rebelles et servent à couvrir les activités armées qu'ils mènent contre d'autres pays souverains. Les conséquences graves de ces actes retombent directement sur les réfugiés eux-mêmes. Le Viet Nam partage aussi l'opinion selon laquelle il incombe aux pays d'asile de veiller à ce que les camps de réfugiés soient de caractère strictement civil, suffisamment éloignés des zones frontières de conflit et séparés des combattants.

21. Mme BUTIKU (République-Unie de Tanzanie) regrette que tous les Etats Membres de l'ONU ne participent pas activement aux travaux du Haut Commissariat. Etant donné l'ampleur actuelle du problème des réfugiés, la communauté internationale doit absolument chercher à en éliminer les causes profondes. La Tanzanie pour sa part considère qu'il faut l'aborder par la coopération internationale, afin de garantir la protection des réfugiés et la fourniture de secours, et par des efforts concertés et efficaces visant à en éliminer les causes profondes.

22. Le Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés mentionne dans son rapport certaines de ces causes. Les recommandations du Groupe sont essentiellement destinées aux Etats Membres, auxquels il est demandé de respecter les principes fondamentaux contenus dans la Charte des Nations Unies et notamment de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'autres Etats.

(Mme Butiku, République-Unie de Tanzanie)

23. Pour les pays qui ont le malheur d'être les voisins de l'Afrique du Sud raciste, le problème des réfugiés est une réalité tragique et permanente. Les Etats indépendants de première ligne sont victimes de la terreur et de l'agression parce que, fidèles à leurs convictions et à leur responsabilité internationale, ils offrent asile aux réfugiés qui fuient le racisme institutionnalisé. Ces pays ont donc le droit de demander à la communauté internationale une assistance pour pouvoir mener à bien leur tâche humanitaire, protéger leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance et faire face à la campagne d'intimidation, de déstabilisation et d'extorsion menée par l'Afrique du Sud dans la région. Eu égard à leur taille, à leurs richesses et à leurs moyens, ils supportent un énorme fardeau qui, dans l'idéal, devrait être partagé par tous les pays.

24. Compte tenu de la gravité de la situation en Afrique australe, l'Organisation de l'unité africaine a décidé, lors de son récent sommet, de convoquer en septembre 1988 une conférence internationale sur la situation des réfugiés et des victimes de guerre en Afrique australe. La Tanzanie souhaite vivement que la Troisième Commission appuie cette importante initiative de l'OUA.

25. Les réfugiés chypriotes vivent une tragédie analogue à celle des réfugiés dans d'autres régions du monde mais encore plus pénible, car de leurs camps ils peuvent voir les terres qu'ils ont dû abandonner et sur lesquelles il leur est impossible de retourner. Les résultats consignés dans le rapport du Haut Commissaire (A/42/12) à propos d'autres groupes de réfugiés pourraient peut-être s'appliquer aux réfugiés chypriotes.

26. Le problème des réfugiés est en grande partie le résultat de manoeuvres politiques et ne pourra être résolu tant que l'on n'aura pas éliminé cette cause fondamentale. Les gouvernements doivent faire des efforts concertés pour ne pas précipiter les exodes de réfugiés et doivent s'abstenir de susciter les déplacements de réfugiés vers d'autres pays et d'exploiter le triste sort des réfugiés à des fins politiques. Les pays d'asile, de leur côté, doivent bien montrer qu'ils ne toléreront pas l'entrée de réfugiés pour des raisons économiques ou professionnelles. Ils doivent offrir un répit aux réfugiés sur leur territoire et les aider à être autosuffisants tout en se préparant à retourner chez eux. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra résoudre définitivement le problème.

27. La Tanzanie a mis en place un mécanisme administratif et juridique permettant d'accélérer la procédure d'accueil et d'installation des réfugiés et d'assurer leur intégration rapide dans leur nouvel environnement. Elle a signé le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés; elle attache beaucoup d'importance au bien-être des réfugiés en général et accorde même la citoyenneté tanzanienne à ceux des pays voisins. Conformément à sa position de principe, elle forme des vœux pour que les autres Etats Membres redoublent d'efforts pour faire en sorte que les réfugiés soient mieux traités.

(Mme Butiku, République-Unie de Tanzanie)

28. La population mondiale réfugiée est constituée en majeure partie de femmes et d'enfants. Il faut donc développer les programmes destinés à venir en aide à ces groupes, notamment les programmes de promotion de l'autosuffisance des femmes.

29. La Tanzanie condamne les violations des droits des réfugiés, où qu'elles se produisent, de même que les attaques militaires contre les camps de réfugiés, les actes de piraterie contre les réfugiés en danger en mer et les arrestations; elle déplore qu'il ne soit pas tenu compte des instruments internationaux relatifs à la protection des réfugiés. Condamner de tels actes n'est cependant pas suffisant : il faut n'épargner aucun effort pour empêcher qu'ils ne se reproduisent.

30. M. MOTSIK (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que, pour résoudre le problème des réfugiés, il faut d'abord en éliminer les causes profondes, c'est-à-dire l'apartheid, l'agression, l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats et d'autres actes illicites qui accroissent les tensions entre les pays. Le problème des réfugiés a des conséquences néfastes pour l'ensemble de la communauté internationale, puisqu'il porte atteinte à la stabilité des relations internationales et se trouve, dans bien des cas, à l'origine de conflits.

31. On compte, au Moyen-Orient, plus de 2 millions de réfugiés; ils vivent dans des camps en Jordanie, en Syrie, au Liban et dans d'autres pays de la région victimes de bombardements et d'attaques. Le seul moyen de régler le problème de ces réfugiés est d'adopter une solution d'ensemble, qui soit équitable. L'organisation d'une conférence internationale, sous les auspices de l'ONU et avec la participation directe de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant authentique du peuple palestinien, et les cinq Etats membres permanents du Conseil de sécurité, serait donc du plus haut intérêt.

32. Le problème des réfugiés en Afrique australe est important également et ne pourra être résolu que par l'élimination du régime d'apartheid qui en est la cause. Les camps de réfugiés de la région ont été eux aussi victimes d'attaques systématiques qui ont fait des dizaines de victimes, en majorité des femmes et des enfants, et ont provoqué des dégâts matériels considérables. C'est pourquoi la RSS d'Ukraine appuie les activités du Sous-Comité plénier de la protection internationale. En ce qui concerne la situation en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale, il est clair que l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats est l'une des causes du problème des réfugiés.

33. Le rapatriement librement consenti reste la solution la plus satisfaisante au problème des réfugiés. La RSS d'Ukraine se félicite donc de la sagesse politique dont le Gouvernement afghan fait preuve en se déclarant favorable à la réconciliation nationale, et notamment des diverses mesures pratiques proposées qui témoignent de sa volonté d'accepter un accord raisonnable au profit de la majorité des habitants, y compris de ceux qui ont quitté le pays. Dans ces conditions, il est bien compréhensible que l'idée de réconciliation nationale recueille un appui de plus en plus important, non seulement dans le pays mais également de la part des nombreux réfugiés qui vivent à l'étranger, et que plus de 90 000 personnes qui se trouvaient dans des camps de réfugiés aient déjà regagné l'Afghanistan. Il s'agit là d'un processus important et nécessaire qui se poursuivra à l'avenir.

(M. Motsik, RSS d'Ukraine)

34. La solution du problème des réfugiés, notamment au Nicaragua et en Asie du Sud-Est, suppose la réalisation de deux conditions essentielles, à savoir une véritable coopération entre les Etats et la fourniture d'une assistance financière qui parvienne effectivement à ses destinataires.

35. L'ONU peut jouer un rôle important, essentiellement humanitaire, dans ce domaine. La RSS d'Ukraine appuie le travail généreux du Haut Commissariat qui fournit une assistance aux réfugiés, essaie de créer à leur intention des conditions de vie normales dans les pays d'asile et facilite leur rapatriement librement consenti. Ce faisant, le Haut Commissariat apporte à la coopération humanitaire internationale une contribution de valeur.

36. En ce qui concerne la coopération du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avec les mouvements de libération nationale reconnus par l'ONU et par l'Organisation de l'unité africaine, notamment en Zambie, en Angola et en Tanzanie, la RSS d'Ukraine considère qu'il s'agit d'une activité importante qui doit se poursuivre. Le problème des réfugiés ne pourra être véritablement résolu tant que les millions de personnes concernées n'auront pas regagné leur pays pour y mener une vie normale. La communauté internationale doit persévérer dans ses efforts pour parvenir à une telle solution.

37. M. MARWAT (Pakistan) dit que l'aggravation du problème des réfugiés dans le monde entier, les formes nouvelles qu'il revêt, ainsi que sa complexité et son ampleur rendent plus difficile la tâche du HCR. C'est pourquoi il faut réinterpréter et redéfinir le mandat du Haut Commissariat et son rôle fondamental de protection et d'assistance. S'il n'était pas procédé à cette révision, la coopération et la coordination internationales nécessaires pour faire face au problème des réfugiés pourraient s'en trouver paralysées.

38. A cet égard, M. Marwat juge encourageant de constater que le Haut Commissariat a adapté ses activités aux besoins propres à chaque situation. Toutefois, les changements intervenus dans la situation des réfugiés au niveau mondial ont montré les limitations du système actuel.

39. Plus de 3 millions de réfugiés afghans victimes de l'intervention militaire étrangère dans leur pays ont cherché asile et secours au Pakistan. Fidèles à la noble tradition islamique de fraternité et d'hospitalité, le Gouvernement et le peuple pakistanais ont, malgré leurs ressources limitées, donné asile et assistance aux réfugiés afghans. Il convient de signaler à cet égard que le Pakistan continue de fournir près de 50 % de l'aide d'urgence que reçoivent les réfugiés afghans.

40. En ce qui concerne les conclusions du Comité exécutif sur les attaques militaires et armées contre les réfugiés, M. Marwat espère que la communauté internationale tiendra compte comme il convient de ce nouvel aspect alarmant de la question de la protection des réfugiés. Les camps de réfugiés afghans au Pakistan ont été victimes d'attaques aériennes et terrestres menées par les forces de Kaboul. Ces attaques contre des réfugiés innocents et sans défense, principalement des femmes et des enfants, constituent une grave transgression de toutes les normes humanitaires et de toutes les règles de la civilisation.

(M. Marwat, Pakistan)

41. La création de conditions permettant aux réfugiés afghans de regagner volontairement leur pays offre la seule solution acceptable à ce grave problème humanitaire. Il est donc indispensable que l'on fixe une date prochaine pour le retrait des forces étrangères d'Afghanistan, ce qui permettra d'assurer également le succès rapide du processus diplomatique entrepris par le Secrétaire général de l'ONU.
42. Etant donné que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a un mandat strictement humanitaire, ses activités doivent être dépourvues de tout élément politique. Il revient donc à la communauté internationale et aux organismes compétents des Nations Unies de rechercher des solutions politiques afin notamment d'éliminer les causes profondes des courants de réfugiés. Il faut également rechercher des solutions politiques, selon que de besoin, en ce qui concerne l'assistance humanitaire et les secours, afin d'atténuer le fardeau que représentent les réfugiés pour les pays d'asile.
43. En Asie du Sud-Est, on compte encore 150 000 réfugiés indochinois dans des camps spéciaux et il n'existe guère de possibilités de trouver des solutions durables. Le problème des réfugiés en Afrique australe est inquiétant lui aussi. La délégation pakistanaise espère, comme le Haut Commissaire, que l'organisation d'une conférence internationale sur la situation en Afrique australe, à laquelle participeraient l'Organisation de l'unité africaine et l'ONU, permettra d'adopter des mesures concrètes en faveur des réfugiés dans cette région.
44. Le Pakistan estime que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés utilise bien les fonds dont il dispose et appuie le processus de réforme entrepris par le Haut Commissaire. S'il est important que le Haut Commissariat fasse preuve d'efficacité, il ne faut pas que des considérations de caractère strictement économique viennent gêner son action. Toute réduction de l'assistance fondée sur des critères tels que le taux d'exécution des programmes est irréaliste et injustifiable. Le Gouvernement pakistanais approuve la recommandation que le Conseil économique et social a adressée à l'Assemblée générale, tendant à ce que l'on augmente le nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire; il saisit cette occasion pour annoncer officiellement que le Pakistan souhaite avoir un siège dans cet organe.
45. Mme BELLORINI (Nicaragua) dit que l'afflux massif de personnes demandant l'asile au cours de ce siècle constitue un phénomène sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La communauté internationale a répondu à ce défi en créant le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et en adoptant la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et son Protocole de 1967, qui sont les principaux instruments internationaux relatifs à la protection des réfugiés. Toutefois, ce régime de protection présente d'importantes lacunes.
46. En effet, ces deux documents ne disent mot sur l'offre d'asile et le rapatriement volontaire; ni sur la situation de ceux qui demandent ou reçoivent l'asile, ni sur la nécessité pour les réfugiés de s'abstenir de s'engager dans des activités qui sont contraires au caractère essentiellement pacifique et humanitaire de l'asile et de la condition de réfugié.

(Mme Bellorini, Nicaragua)

47. Néanmoins, il est encourageant de voir que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont défini plus précisément le domaine de compétence du HCR et les catégories de personnes visées dans son mandat. Ainsi, on a élargi peu à peu les responsabilités du Haut Commissariat, afin que ces dernières comprennent la protection de personnes qui sont dans une situation semblable à celle des réfugiés.

48. Soulignant la nécessité de trouver une solution durable aux problèmes des réfugiés, Mme Bellorini dit que, à son avis, les solutions les plus souhaitables sont le rapatriement volontaire et l'intégration locale dans les pays d'asile.

49. En Amérique centrale, la présence massive de réfugiés a pris des proportions sans précédent du fait de la guerre civile au Nicaragua, à partir de la deuxième moitié des années 70. Dans d'autres pays de la région, surtout en El Salvador et au Guatemala, des conflits internes se sont également produits, qui ont été à l'origine de courants massifs de réfugiés qui ne pouvaient rentrer dans leur patrie sans mettre en danger leur vie ou leur liberté. Les causes de ce drame sont essentiellement politiques. C'est pourquoi ces réfugiés doivent bénéficier, sur le plan juridique, d'une protection internationale conforme aux principes humanitaires. A cette fin, il est nécessaire que les pays intéressés fassent preuve d'une plus grande coopération et d'une plus grande volonté politique. Il faut également que ces problèmes soient traités de façon concertée et selon des règles juridiques et humanitaires uniformes.

50. Sous les auspices du HCR et avec l'aide financière de ce dernier, plus de 100 000 citoyens nicaraguayens, qui avaient fui la dictature de Somoza, ont regagné leur patrie à la fin de la guerre civile au Nicaragua, en juillet 1979. Toutefois, avec l'intensification et l'extension de la crise dans divers pays d'Amérique centrale, la présence massive de réfugiés s'est accrue de nouveau et s'est manifestée pratiquement dans tous les pays de l'isthme, de même qu'au Mexique et dans les pays d'Amérique du Nord.

51. Du fait qu'il s'est tracé une voie indépendante, le Nicaragua est victime d'une agression dont le coût, sur les plans humain, politique et économique, est élevé pour sa population. Cela a également provoqué des déplacements à l'extérieur et à l'intérieur du Nicaragua. La paix est donc une condition indispensable si l'on veut régler ce grave problème de façon durable. Il est également nécessaire d'établir des normes juridiques et humanitaires. En effet, il faut reconnaître d'abord que les instruments en vigueur relatifs à l'asile et au refuge ne conviennent pas parfaitement à cette situation, à laquelle s'appliqueraient davantage des normes telles que celles établies par l'Organisation de l'unité africaine en 1969 ou celles énoncées dans la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, de 1984.

52. L'accord signé par les présidents des cinq pays d'Amérique centrale en août 1987 permet de garder un certain optimisme en ce qui concerne l'instauration de la paix dans la région. Dans cet accord, les présidents se sont engagés à satisfaire de toute urgence les besoins des réfugiés et des personnes déplacées, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, du travail et de la

(Mme Bellorini, Nicaragua)

sécurité, ainsi qu'à faciliter leur rapatriement, leur réinstallation et leur relogement. Le Comité exécutif composé des ministres des affaires étrangères des cinq pays d'Amérique centrale a décidé de créer une sous-commission pour les réfugiés et les personnes déplacées chargée essentiellement d'étudier et de proposer des formules visant à encourager et à faciliter le rapatriement volontaire. Cette sous-commission proposera à la communauté internationale des mécanismes de coopération régionale et des mesures conjointes pour résoudre ces problèmes.

53. M. HOUFANE (Djibouti) dit que, comme indiqué dans le rapport du HCR, la situation des réfugiés continue d'être extrêmement grave dans diverses régions du monde, malgré quelques progrès réalisés dans la recherche de solutions durables, en particulier pour ce qui est du rapatriement librement consenti. Souvent, la charge de ces réfugiés retombe sur des pays en développement qui ne disposent pas de l'infrastructure adéquate pour y faire face. C'est le cas de l'Afrique, qui doit répondre aux besoins de 5 millions de réfugiés à une période où elle traverse la crise économique la plus grave de son histoire.

54. C'est pourquoi l'action concertée de la communauté internationale est nécessaire pour trouver des solutions durables, renforcer la capacité des pays de premier asile en ce qui concerne l'accueil des réfugiés, faciliter le rapatriement librement consenti et planifier, si besoin est, l'intégration sur place ou la réinstallation dans des pays tiers.

55. Djibouti a dû faire face au problème des réfugiés dès son apparition. Au cours de ces dernières années, ce dernier a été aggravé par la sécheresse, qui a obligé des milliers de personnes à se déplacer à l'intérieur du pays. Cette situation chronique a entravé également l'exécution de projets destinés à l'intégration locale des personnes déplacées. En étroite coopération avec le HCR, le Gouvernement de Djibouti essaie de trouver des solutions durables au problème des réfugiés et a réalisé d'importants travaux dans ce domaine (A/42/12, par. 61).

56. A cet effet, comme il est indiqué dans le rapport du HCR sur l'aide humanitaire aux réfugiés à Djibouti (A/42/497, par. 9), il est indispensable d'augmenter les crédits destinés à encourager le rapatriement librement consenti. De même, il faudrait créer une réserve pour les besoins imprévus en matière de secours dans les situations d'urgence.

57. Se référant au rapport du Comité exécutif du Programme du HCR (A/42/12/Add.1), M. Houfane dit que la délégation de Djibouti s'intéresse particulièrement aux conclusions relatives aux enfants réfugiés. Il ajoute également qu'à son avis, le résumé du débat du Comité exécutif est trop vague et ne permet pas d'en comprendre clairement le déroulement. En outre, dans ses conclusions relatives au personnel [A/42/12/Add.1, par. 211, sect. A, al. h)], le Comité exécutif insiste sur "la représentation géographique la plus large possible". Selon la délégation de Djibouti, il serait plus approprié de parler d'une représentation géographique équitable des Etats.

58. M. KIVIMAKI (Finlande), se référant à la situation en ce qui concerne les réfugiés, dit que certains faits politiques récents, en particulier en Amérique centrale, font naître de nouveaux espoirs chez ceux qui s'occupent de ce grave problème. La Finlande appuie sans réserve les mesures et les efforts conjoints des pays intéressés et du HCR.

59. Dans d'autres régions, en revanche, on n'a malheureusement pas obtenu de résultats positifs durables dans ce domaine. A cet égard, la Finlande pense que les travaux du HCR doivent avoir un caractère strictement humanitaire et apolitique. Cela ne signifie pas, néanmoins, que le HCR doive rester inactif dans des situations difficiles. Sa fonction essentielle, à savoir protéger les réfugiés, doit guider ses travaux.

60. La Finlande appuie l'optique intégrée qui est celle du HCR concernant les problèmes des réfugiés, et ce depuis les secours immédiats dans les situations d'urgence jusqu'à la recherche de solutions durables. Afin d'améliorer la capacité de protection du HCR, il est nécessaire de former son personnel et de promouvoir la coopération et la coordination entre le siège et les bureaux extérieurs, ainsi qu'au siège même.

61. Se référant aux cas de violation de la sécurité des réfugiés, dont les victimes sont souvent les groupes les plus vulnérables, M. Kivimäki dit que la Finlande espère que la condamnation unanime de ces actes par le Comité exécutif à sa trente-huitième session contribuera efficacement à en réduire la fréquence. Il faut également continuer de lutter pour que cessent les actes de piraterie ainsi que le renvoi et l'expulsion de personnes qui demandent l'asile. En ce qui concerne l'adoption de mesures visant à réduire les mouvements illégaux de réfugiés, le représentant de la Finlande signale que de telles mesures risquent d'être contraires à la tradition humanitaire en la matière.

62. M. Kivimäki signale qu'il est indispensable d'accorder une plus grande attention aux besoins particuliers des enfants réfugiés et de s'attacher davantage à protéger ce groupe vulnérable. Face au problème mondial des réfugiés, la Finlande appuie les efforts du HCR en faveur de l'adoption de solutions durables, en étroite coopération avec d'autres organes des Nations Unies et avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, coopération dont il existe des exemples satisfaisants.

63. En ce qui concerne le processus de réorganisation du HCR, M. Kivimäki espère que les objectifs consistant à améliorer la protection et à rendre les programmes d'aide plus efficaces et économiques seront atteints. Si les aspects administratifs et financiers sont extrêmement importants, ils ne doivent pas pour autant détourner l'attention de l'objectif essentiel, qui est la protection des réfugiés.

64. A cet égard, on observe avec satisfaction que la situation financière du HCR s'est améliorée. Pour sa part, le Gouvernement finlandais a augmenté ses contributions au HCR depuis plusieurs années et continuera de le faire à l'avenir. De même en 1987, la Finlande a doublé le nombre de réfugiés admis dans le pays, qu'elle avait fixé en 1985, et elle espère pouvoir augmenter encore ce quota.

65. Mme HIRUT GEBRE (Ethiopie) dit qu'au cours des 12 derniers mois les chances de trouver des solutions durables au problème des réfugiés dans le monde ont augmenté, comme le prouve le retour de 250 000 personnes dans leur pays d'origine et l'application de politiques d'intégration dans le pays de premier asile et de réinstallation dans les pays tiers.

66. Le renforcement du lien entre l'aide aux réfugiés et le développement contribuera à améliorer la situation des réfugiés en accélérant le processus d'intégration locale et en renforçant l'infrastructure sociale et économique des pays de premier asile. L'accroissement de l'aide aux pays d'origine encouragera également le rapatriement librement consenti, qui est la meilleure solution au problème des réfugiés.

67. Le Gouvernement éthiopien est disposé à encourager le rapatriement librement consenti de tous ses ressortissants, ce qu'il fait déjà. Toutefois, ce processus nécessite un appui politique et financier. Il faut donc espérer que la réponse de la communauté internationale sera favorable et qu'elle se manifesterait par l'octroi d'une aide afin d'encourager le rapatriement librement consenti des Ethiopiens qui se trouvent hors de leur pays. Il faut espérer également que la communauté internationale doublera son aide financière et matérielle à l'Ethiopie, pour que cette dernière puisse faire face aux besoins des réfugiés qui pénètrent dans la région occidentale de son territoire.

68. Néanmoins, pour améliorer la situation des réfugiés, l'aide et la solidarité internationales ne suffisent pas. Tous les pays doivent également adhérer aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés et en respecter strictement les dispositions.

69. L'Ethiopie accueille avec satisfaction les conclusions du Comité exécutif touchant les attaques militaires et armées contre les camps et les zones d'établissement de réfugiés. Dans la région où est située l'Ethiopie, on a signalé des cas inquiétants d'enrôlement forcé de réfugiés résidant dans des camps, ce qui constitue une violation flagrante des obligations internationales. Le Secrétaire général et le HCR doivent également intervenir afin d'assurer le caractère civil et humanitaire des camps.

70. Enfin, Mme Hirut Gebre signale que la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, son occupation illégale de la Namibie et ses actes d'agression et de déstabilisation contre les Etats de première ligne ont provoqué des déplacements massifs en Afrique australe. Cette situation exige l'attention de la communauté internationale. L'Ethiopie prie donc instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'appuyer la convocation d'une conférence internationale sur la situation des réfugiés victimes de la guerre dans la région de l'Afrique australe.

71. Mme REBONG (Philippines) note avec satisfaction que, dans certains pays d'Afrique et d'Amérique centrale, on a assisté au cours des 18 derniers mois à un rapatriement massif de réfugiés. Toutefois, au cours de cette même période,

(Mme Rebong, Philippines)

environ 600 000 personnes, victimes de catastrophes naturelles ou poussées par la faim, ont quitté leur pays d'origine et se sont jointes aux 12 millions de réfugiés qui se trouvent dans des pays de premier asile. Or, ceux-ci sont, pour la plupart, des pays moins avancés ou en développement qui ne sont pas en mesure de supporter une telle charge.

72. La délégation philippine condamne énergiquement les diverses violations du droit des réfugiés à la sécurité qui continuent d'avoir lieu. Elle souligne par ailleurs que, si le rôle essentiel du HCR est, certes, de protéger les réfugiés, il faudrait élargir son domaine de compétence pour y inclure toutes les formes d'aide destinée à améliorer le sort des réfugiés et à les préparer à mener une vie normale.

73. Or, pour que le HCR puisse remplir efficacement ses fonctions, il faut que tous les membres de la communauté internationale lui apportent leur coopération. Ayant présente à l'esprit cette obligation, le Gouvernement philippin a créé en 1979, en coopération avec le HCR, un centre de transit pour les réfugiés, qui offre un logement temporaire à des milliers de réfugiés indochinois attendant d'être admis dans des pays où leur installation sera définitive. Malheureusement, ce centre, comme d'autres du même genre qui existent en Asie du Sud-Est, finira, semble-t-il, par se convertir en foyer permanent, vu le nombre de plus en plus réduit de lieux de réinstallation disponibles.

74. Actuellement, l'intégration sur le plan local en tant que solution durable au problème des réfugiés indochinois fait l'objet d'un débat. Dans une déclaration conjointe sur les réfugiés indochinois publiée lors de la dernière réunion des ministres des relations extérieures de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, on a exprimé des inquiétudes face au ralentissement du programme de réinstallation et on a réaffirmé que la réinstallation continuait d'être la solution adéquate au problème des réfugiés et que l'intégration dans les pays de l'Association n'était pas une solution viable.

75. En conséquence, les Philippines prient instamment les pays développés de maintenir en vigueur le principe de la répartition internationale de la charge que représente l'aide aux réfugiés. De même, Mme Rebong rappelle que, comme l'a signalé la délégation thaïlandaise, les pays de premier asile supportent la charge de près de 10 millions de réfugiés, alors que moins de 3 millions de personnes sont réinstallées dans les pays développés, et qu'il est par conséquent injuste de demander aux premiers d'en faire davantage.

76. A condition qu'il soit viable, le rapatriement est la meilleure solution pour les réfugiés, mais il faut, bien sûr, qu'il soit librement consenti. En outre, il est nécessaire d'informer à l'avance les réfugiés de la situation qui règne dans leur pays d'origine afin d'éviter qu'ils ne refassent inutilement une expérience, déjà suffisamment pénible.

77. M. PASTOR (Honduras) dit qu'il y a bien longtemps que son pays, terre d'asile pour des milliers de réfugiés centraméricains depuis 10 ans, a compris le drame humain que représentent les courants de réfugiés. Le Honduras estime par

(M. Pastor, Honduras)

conséquent que le rapatriement librement consenti pourrait constituer un palliatif au problème des réfugiés à condition toutefois que le nombre de candidats au retour soit supérieur à celui des candidats au départ.

78. Le Honduras, dont la population s'élève à 4 millions d'habitants, compte actuellement près de 200 000 réfugiés centraméricains, soit un réfugié pour 20 Honduriens. Cette situation inquiétante impose une énorme charge sociale à ce pays en développement dont les indicateurs économiques sont déjà faibles. Le Honduras n'a pas pour autant changé sa politique dans ce domaine; il n'a imposé pour les réfugiés ni quota d'immigration ni délai de séjour.

79. Tout aussi alarmante est la situation des familles déplacées à l'intérieur de leur propre pays pour des raisons de sécurité. Elles ne peuvent malheureusement pas bénéficier de la protection du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Le Honduras engage par conséquent tous les autres organismes compétents des Nations Unies à exécuter des programmes de secours humanitaire et d'assistance en vue de la réinstallation de ces familles localement, de préférence dans leurs communautés d'origine.

80. Il faut rendre hommage aux pays donateurs qui soutiennent les programmes ordinaires ou spéciaux du Haut Commissariat. Les pays scandinaves, par exemple, ont lancé au Honduras un programme de reboisement des zones où les ressources forestières ont dû être exploitées à grande échelle à diverses fins de peuplement. Le Honduras tient à mentionner aussi la contribution généreuse de pays comme Belize, le Mexique et le Panama qui n'ont cessé d'accueillir des réfugiés centraméricains.

81. Le Honduras, partisan d'une solution durable au problème des réfugiés, est favorable au rapatriement librement consenti et méthodique des réfugiés, même s'il ne concerne qu'une minorité d'entre eux. Il convient à ce propos de renforcer les mécanismes de coordination conçus par les pays d'origine, les pays d'asile et le Haut Commissariat afin de faciliter le processus de rapatriement.

82. Des succès plus modestes ont été enregistrés également dans la réinstallation de réfugiés dans des pays tiers et dans l'intégration sur place : c'est ainsi que des Indiens Mosquitos se sont fixés au Honduras, tout en conservant leurs traditions culturelles. Une aide supplémentaire sera toutefois nécessaire pour lancer des activités axées sur l'autosuffisance et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles disponibles et pour acheminer des vivres et des médicaments par voie fluviale ou, le cas échéant, par avion, compte tenu de l'éloignement des zones de peuplement par rapport aux grands axes honduriens.

83. Enfin, le Honduras se félicite de la décision de convoquer en 1988 une conférence régionale sur la situation des réfugiés en Amérique centrale; elle contribuera certainement pour beaucoup à la recherche de solutions durables au problème des réfugiés et des personnes déplacées dans l'isthme centraméricain.

84. M. MAPALALA (Swaziland) dit qu'il ne faut épargner aucun effort pour mettre en place des mécanismes susceptibles d'enrayer les nouveaux courants de réfugiés. Le problème des réfugiés, particulièrement complexe en Afrique australe, a notamment des causes politiques, sociales et culturelles. Les courants de réfugiés ne sont que le symptôme d'un mal plus profond et ce n'est qu'en s'attaquant aux causes véritables de ce mal que l'on pourra apporter une solution durable à ces problèmes.

85. De l'avis du Swaziland, la solution idéale est le rapatriement librement consenti ou, lorsque cela n'est pas possible, la réinstallation dans un pays d'asile. Il est toutefois dangereux de miser sur le rapatriement librement consenti sans résoudre auparavant les problèmes fondamentaux qui ont provoqué l'exode initial. Les programmes de rapatriement organisé n'ont pas toujours donné des résultats positifs et, même lorsqu'ils fonctionnent bien, il faut veiller à ce que les rapatriés ne redeviennent jamais les victimes de l'oppression.

86. Le Haut Commissariat opère sur le territoire d'Etats souverains. Il doit donc respecter les lois nationales. C'est pourquoi il lui est souvent impossible de s'acquitter efficacement de sa tâche. Les pays d'Afrique australe, malgré les ressources limitées dont ils disposent, sont fermement résolus à s'attaquer aux problèmes que posent les réfugiés et leur réinstallation. Le Swaziland a mis à la disposition des réfugiés, avec l'aide du Haut Commissariat, différents types d'installations et d'éléments d'infrastructure. Il y a malheureusement tant de réfugiés que l'infrastructure sociale et économique ne suffit plus à satisfaire les besoins élémentaires des nouveaux arrivés. Viennent s'ajouter à cela de graves problèmes d'ordre public.

87. Mlle AIOUAZE (Algérie) dit que les pays du tiers monde continuent manifestement à assumer le gros de la charge que représentent les millions de réfugiés dans le monde. Ainsi, 5 % seulement de la population réfugiée a pu trouver asile en Europe. Cette disproportion justifie pleinement l'appel lancé par les pays du tiers monde en faveur de la solidarité et du partage équitable de cette responsabilité.

88. En ce qui concerne les conclusions du Comité exécutif sur les attaques militaires et armées contre des camps et zones d'établissement de réfugiés, il subsiste, dans le document approuvé, certaines zones d'ombre, ce qui est d'autant plus regrettable que c'est la vie et l'intégrité des réfugiés qui sont en jeu. On est fondé à attendre que ces conclusions s'appliquent aux réfugiés palestiniens, qui devraient bénéficier de la protection du Haut Commissariat. A ce propos, l'Algérie prend note avec satisfaction des conclusions générales sur la protection internationale et espère que les réfugiés palestiniens profiteront eux aussi des efforts déployés par le système des Nations Unies dans ce domaine.

89. Afin de garantir la protection efficace des enfants, qui constituent la moitié des réfugiés dans le monde, il faut renforcer la coopération entre le Haut Commissariat et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), plus particulièrement pour l'élaboration de programmes destinés aux enfants réfugiés exposés à des risques nutritionnels ou sanitaires.

(Mlle Aiouaze, Algérie)

90. L'Algérie, profondément préoccupée par la lenteur constatée dans l'exécution des projets issus de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, estime que les mesures nécessaires à l'exécution effective des projets en suspens doivent être prises sans tarder, afin de soulager la charge pesant sur l'infrastructure économique et sociale des pays d'asile. L'Algérie se félicite que le Comité exécutif ait accueilli favorablement la proposition de convoquer une conférence internationale sur la situation des réfugiés et des victimes de la guerre en Afrique australe.

91. En ce qui concerne le financement des programmes du Haut Commissariat, l'Algérie s'inquiète que la part affectée à l'Afrique dans les dépenses au titre des programmes ordinaires de 1988 ne s'élève qu'à 37,4 % du chiffre total alors que ce continent accueille plus de la moitié des réfugiés du monde. On constate en outre une baisse de 2,8 % par rapport à 1986, des crédits destinés à l'Afrique pour 1987 et 1988, ce qui alourdira inévitablement le fardeau supporté par les pays africains d'asile, particulièrement les pays de première ligne victimes de l'agression constante du régime raciste de Pretoria.

92. Enfin, l'Algérie continuera à assumer ses responsabilités en donnant asile aux réfugiés sahraouis en attendant que le processus de décolonisation de leur territoire aboutisse, conformément aux résolutions 41/16 de l'Assemblée générale et 104 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES (suite) [A/C.3/42/L.44 (Incidences financières sur le budget-programme : A/C.5/42/16)]

Projet de résolution A/C.3/42/L.44

93. Mme KAMAL (Secrétaire de la Commission) rappelle que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1987/3, a recommandé à l'Assemblée générale d'étudier la demande du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de prévoir, à titre exceptionnel, des réunions supplémentaires, compte tenu des vues exprimées par les délégations, de la situation financière de l'Organisation et des priorités fixées par le Secrétaire général pour le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. Les montants estimatifs révisés nécessaires pour financer le coût de la tenue de huit réunions supplémentaires du Comité figurent aux paragraphes 8 à 12 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/16). Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné ces montants estimatifs et, dans son cinquième rapport, a recommandé des ajustements (voir A/42/7/Add.4, par. 6 à 11).

94. M. LINDHOLM (Suède) annonce, au nom des auteurs du projet de résolution A/C.3/42/L.44, que le Panama s'est porté coauteur de ce texte. Par ailleurs, les paragraphes 14 et 15 ont été modifiés comme suit :

"14. Invite le Comité et les Etats parties à examiner la question de la tenue des futures réunions du Comité à Genève, compte tenu des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de tous les facteurs pertinents;

(M. Lindholm, Suède)

15. Prie le Secrétaire général de tout mettre en oeuvre, dans la limite des ressources disponibles, afin que le Comité dispose des services nécessaires pour bien fonctionner;"

Ces amendements sont le résultat de longues consultations et répondent aux préoccupations de tous.

95. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

96. Le projet de résolution A/C.3/42/L.44, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

97. M. FRIEDRICH (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation s'est jointe au consensus concernant le projet de résolution qui vient d'être adopté parce qu'elle juge très important que les décisions sur les questions relatives à la condition de la femme soient prises par consensus. Elle a toutefois de sérieuses réserves quant à la tenue de réunions supplémentaires par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. La République fédérale d'Allemagne espère que la décision qui vient d'être prise permettra au Comité d'avancer dans l'examen des rapports présentés par les Etats parties étant entendu qu'à l'avenir, elle ne pourra se joindre à aucun consensus ayant pour objet d'autoriser le Comité à tenir des réunions supplémentaires.

98. M. NAHAS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation n'a pas voulu nuire au consensus étant donné que son pays n'est pas partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle espère toutefois que les réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes n'auront pas d'incidences financières supérieures à celles prévues dans les montants estimatifs initiaux du Secrétaire général.

99. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé l'examen du point 95 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 20.